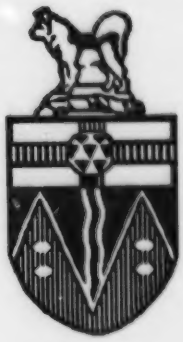
YUKON PUBLIC SERVICE
STAFF RELATIONS BOARD



TWENTY-NINTH ANNUAL REPORT
1998-1999

COMPOSITION OF THE BOARD

Chairperson:	Yvon Tarte
Vice-Chairperson:	P. Chodos
Deputy Chairperson:	Marguerite-Marie Galipeau
Part-Time Adjudicators:	Beth Bilson Stephen Kelleher, Q.C. Judy Korbin Stan Lanyon, Q.C. Kenneth E. Norman Colin Taylor, Q.C.

REPORT ON THE ADMINISTRATION OF THE YUKON PUBLIC SERVICE STAFF RELATIONS ACT FOR THE FISCAL YEAR ENDING MARCH 31, 1999

INTRODUCTION

During the year under review, the Board dealt with 32 matters involving one application for the establishment of a conciliation board, one application for a declaration of a deadlock in negotiations, one referral to the Board for the designation of employees essential for the safety or security of the public, three complaints and 26 grievances dealing with disciplinary matters or the interpretation of the collective agreement.

SAFETY OR SECURITY DESIGNATIONS / STATEMENT OF ESSENTIAL SERVICES

Section 42 requires the employer to furnish to the Board and the bargaining agent a statement of the employees in a bargaining unit whose duties it considers at any particular time are necessary in the interest of the safety or security of the public.

One such case was carried over from the previous year. Following negotiations and discussions between the employer and the Public Service Alliance of Canada, the certified bargaining agent, the parties came to an agreement as to the employees whose duties were essential to the safety or security of the public. Consequently, a decision was issued by the Chairperson designating the employees whose names appeared on the list provided by the employer and agreed to by the bargaining agent (Board file 281-YG-11).

DEADLOCK IN NEGOTIATIONS

Section 49 of the Act provides that, where the employer and the bargaining agent for a bargaining unit have bargained collectively in good faith with a view to concluding a collective agreement but have failed to reach an agreement, either party may inform the

Chairperson that negotiations have broken down and request the Chairperson to declare that a deadlock exists.

One such request was filed with the Board by the employer and a declaration was issued declaring that a deadlock existed in a dispute affecting the Public Service Alliance of Canada and the Government of the Yukon (Board file 282-YG-9).

CONCILIATION BOARD

Section 65 of the Act specifies that, where a bargaining agent has specified conciliation as the dispute resolution process, either party may, by notice to the Chairperson, request the establishment of a conciliation board for the investigation and conciliation of the dispute.

One such application for the establishment of a conciliation board was filed during the year and pursuant to section 66(1) of the Act, a conciliation board was established to assist the parties in reaching a settlement in the dispute. Following numerous meetings, the parties arrived at an agreement and a collective agreement was signed for the period of April 1, 1998 to December 31, 1999 (Board file 290-YG-8).

APPEALS / ADJUDICATION

The Board dealt with 26 cases during the period under review of which 16 were carried over from the previous fiscal year.

Of the 26 cases, 12 dealt with disciplinary matters and the remaining 14 were grievances arising from the interpretation of the collective agreement.

The Board disposed of 18 cases during the year and the remaining eight cases are scheduled to be heard during the next fiscal year.

COMPLAINTS

The Board received three complaints during the period under review. Two of the complaints were withdrawn prior to the hearing and the third is scheduled to be heard in the next fiscal year (Board files 261-YG-5 and 261-YG-7).

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE DU YUKON

VINGT-NEUVIÈME RAPPORT ANNUEL

1998-1999

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président :	Yvon Tarte
Vice-président :	P. Chodos
Présidente suppléante :	Marguerite-Marie Galipeau
Arbitres de griefs à temps partiel :	Beth Bilson Stephen Kelleher, c.r. Judy Korbin Stan Lanyon, c.r. Kenneth E. Norman Colin Taylor, c.r.

RAPPORT SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE DU YUKON POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1999

INTRODUCTION

Au cours de l'exercice visé, la Commission a été saisie de 32 affaires dont une demande d'établissement d'un bureau de conciliation, une demande de déclaration d'impasse dans des négociations, un renvoi à la Commission pour la désignation d'employés essentiels à la sécurité du public, trois plaintes et 26 griefs portant sur des questions disciplinaires ou l'interprétation des conventions collectives.

DÉSIGNATIONS AUX FINS DE LA SÉCURITÉ / DÉCLARATION DE SERVICES ESSENTIELS

Aux termes de l'article 42, l'employeur doit fournir à la Commission et à l'agent négociateur une liste des employés faisant partie d'une unité de négociation dont l'employeur estime les fonctions sont nécessaires en tout temps pour assurer la sécurité du public.

Un cas du genre remontait à l'exercice précédent. À la suite de négociations et de discussions entre l'employeur et l'Alliance de la Fonction publique du Canada, l'agent négociateur accrédité, les parties en sont venues à une entente au sujet des employés dont les fonctions sont essentielles à la sécurité du public. En conséquence, le président a rendu une décision désignant les employés dont les noms figuraient sur la liste fournie par l'employeur et approuvée par l'agent négociateur (dossier de la Commission 281-YG-11).

ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS

Aux termes de l'article 49 de la Loi, lorsque l'employeur et l'agent négociateur d'une unité de négociation ont négocié collectivement de bonne foi afin de conclure une convention collective, sans parvenir à une entente, l'une ou l'autre des parties peut informer le président que les négociations sont rompues et demander qu'il y ait déclaration d'échec des négociations.

Une demande du genre a été déposée auprès de la Commission par l'employeur de sorte qu'il y a eu déclaration d'échec des négociations entre l'Alliance de la Fonction publique du Canada et le gouvernement du Yukon (dossier de la Commission 282-YG-9).

BUREAU DE CONCILIATION

Aux termes de l'article 65 de la Loi, lorsque l'agent négociateur a choisi la conciliation comme mode de règlement des différends, l'une ou l'autre des parties peut, en s'adressant au président, demander l'établissement d'un bureau de conciliation aux fins de la recherche des faits et de la conciliation du conflit.

Une demande du genre a été déposée au cours de l'exercice visé et en vertu du paragraphe 66(1) de la Loi, un bureau de conciliation a été établi pour aider les parties à parvenir à une entente. Après plusieurs rencontres, les parties ont réussi à s'entendre, et une convention a été signée pour la période du 1er avril 1998 au 31 décembre 1999 (dossier de la Commission 290-YG-8).

APPELS / ARBITRAGE DES GRIEFS

La Commission a traité 26 affaires au cours de la période visée, dont 16 remontaient à l'exercice précédent.

De ces 26 affaires, 12 portaient sur des questions disciplinaires et les 14 autres étaient des griefs découlant de l'interprétation de la convention collective.

La Commission a réglé 18 affaires au cours de l'exercice et les huit affaires qui restent seront instruites au cours du prochain exercice.

PLAINTES

La Commission a reçu trois plaintes au cours de la période visée. Deux des plaintes ont été retirées avant l'audition, et la troisième a été mise au rôle et sera instruite au cours du prochain exercice (dossiers de la Commission 261-YG-5 et 261-YG-7).